



COMMUNE DE BEUZEC CAP SIZUN

**MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX**  
**TRAVAUX DE RALLONGEMENT DE LA GRANDE CALE ET**  
**AUTRES AMENAGEMENTS**  
**A PORS LANVERS**

*Procédure adaptée selon les articles L2123-1 et R2123-1*  
*du Code de la Commande Publique*

**REGLEMENT DE CONSULTATION**

**MAITRE D'OUVRAGE**  
**COMMUNE DE BEUZEC CAP SIZUN**  
6 Place de la Mairie  
29 790 BEUZEC CAP SIZUN

Tél. : 02 98 70 40 79

**MAITRISE D'ŒUVRE**  
**FR ENVIRONNEMENT NAUTIQUE**  
ZA de Penprat  
29 600 SAINTE SEVE

Tél. : 02 98 51 47 94

**Pli à remettre avant le jeudi 24 juillet 2025, 12h00**

## **SOMMAIRE**

<b>Article 1. Objet et étendue de la consultation .....</b>	<b>3</b>
1.1 <i>Objet.....</i>	3
1.2 <i>Mode de passation.....</i>	3
1.3 <i>Décomposition de la consultation.....</i>	3
1.4 <i>Tranches.....</i>	3
1.5 <i>Nomenclature .....</i>	3
1.6 <i>Réalisation de prestations similaires.....</i>	3
1.7 <i>Type de montant .....</i>	3
1.8 <i>Délais et durée .....</i>	3
<b>Article 2. Conditions de la consultation .....</b>	<b>3</b>
2.1 <i>Délais de validité des offres .....</i>	3
2.2 <i>Forme juridique du groupement.....</i>	3
2.3 <i>Variantes libres.....</i>	4
2.4 <i>Variantes imposées .....</i>	4
<b>Article 3. Retrait du dossier de consultation .....</b>	<b>4</b>
<b>Article 4. Contenu du dossier de consultation.....</b>	<b>5</b>
4.1 <i>Changement de détail du dossier de consultation.....</i>	5
4.2 <i>Date limite de dépôt de question .....</i>	5
<b>Article 5. Réponse des entreprises.....</b>	<b>5</b>
5.1 <i>Visite des lieux.....</i>	5
5.2 <i>Dépôt des plis.....</i>	5
5.2.1 <i>Transmission sur support papier .....</i>	5
5.2.2 <i>Transmission par voie électronique .....</i>	6
5.3 <i>Présentation des candidatures et des offres .....</i>	6
5.3.1 <i>Documents à transmettre relatifs à la candidature .....</i>	6
5.3.2 <i>Documents à transmettre relatifs à l'offre .....</i>	7
<b>Article 6. Analyse des plis .....</b>	<b>7</b>
6.1 <i>Critère de sélection des candidatures .....</i>	7
6.2 <i>Critères de jugement des offres.....</i>	7
<b>Article 7. Suite à donner à la consultation .....</b>	<b>8</b>
<b>Article 8. Renseignements complémentaires.....</b>	<b>9</b>
<b>Article 9. Procédures de recours.....</b>	<b>9</b>

**Article 1. Objet et étendue de la consultation****1.1 Objet**

Le présent contrat a pour objet les travaux relatifs à :

**TRAVAUX DE RALLONGEMENT DE LA GRANDE CALE ET AUTRES AMENAGEMENTS A PORS LANVERS**

Lieu(x) d'exécution : *PORS LANVERS, COMMUNE DE BEUZEC CAP SIZUN*

**1.2 Mode de passation**

La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

**1.3 Décomposition de la consultation**

Les travaux font l'objet d'un lot unique.

**1.4 Tranches**

Sans objet.

**1.5 Nomenclature**

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Codes principaux	Description
45244000-9	Ouvrages maritimes
45252125-0	Travaux d'enrochement

**1.6 Réalisation de prestations similaires**

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application des Articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

**1.7 Type de montant**

Le contrat est passé à prix unitaire selon les quantités réellement exécutées.

**1.8 Délais et durée**

La durée du marché, les modalités de reconduction et les délais d'exécution figurent à l'acte d'engagement. A titre indicatif, la date prévisionnelle de commencement de la prestation est fixée à octobre 2025.

**Article 2. Conditions de la consultation****2.1 Délais de validité des offres**

Le délai de validité des offres est fixé à 150 jours à compter de la date limite de réception des offres.

**2.2 Forme juridique du groupement**

Le marché public sera attribué soit à un prestataire unique, soit à un groupement de prestataires conjoint ou solidaire. Les opérateurs économiques sont donc autorisés à se porter candidats seuls ou sous la forme d'un groupement solidaire ou d'un groupement conjoint, sous réserve du respect des règles relatives à la concurrence. Dès lors que le candidat se présente sous forme d'un groupement conjoint, il lui appartient d'indiquer dans son offre le montant et la répartition détaillée des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à exécuter.

Afin de s'assurer de la correcte exécution technique du marché public, le mandataire du groupement sera obligatoirement solidaire, pour l'exécution du marché public, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur.

#### **RC – RALLONGEMENT DE LA GRANDE CALE ET AUTRES AMENAGEMENTS**

Si le groupement attributaire du marché public est d'une forme différente, il se verra contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur tel qu'il est indiqué ci-dessus.

Un même opérateur économique peut présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements : ☒ Oui ☐ Non
- en qualité de membres de plusieurs groupements : ☒ Oui ☐ Non

### **2.3 Variantes libres**

Les candidats doivent présenter une offre entièrement conforme au cahier des charges (solution de base). Ils peuvent également présenter, conformément aux articles R. 2151-8 à R. 2151-11 du Code de la commande publique, une offre comportant des variantes.

<b>Lot unique</b>	<b>Exigences minimales détaillées</b>
	Seules les variantes techniques sont autorisées. L'ensemble du cahier des charges constitue les exigences minimales que les soumissionnaires doivent respecter.

#### Modalités de présentation des variantes libres :

Les candidats doivent présenter une proposition entièrement conforme au dossier de consultation (solution de base).

La proposition de variante libre sera présentée dans un acte d'engagement distinct de celui de l'acte d'engagement de la solution de base sur lequel sera indiqué qu'il s'agit d'une proposition de variante libre.

Les candidats présenteront un dossier spécifique à la variante libre qu'ils proposent.

Ils indiqueront, outre les répercussions de la variante libre sur le montant de leur offre de base les rectifications à apporter, éventuellement, au cahier des charges.

Il est à noter que le pouvoir adjudicateur souhaite limiter le nombre de variante libre à 1 maximum par candidat.

Si les offres contiennent un nombre de variantes libres supérieur à celui indiqué ci-dessus, aucune des variantes libres ne sera analysée.

### **2.4 Variantes imposées**

Il n'est pas prévu de variantes imposées.

## **Article 3. Retrait du dossier de consultation**

Le pouvoir adjudicateur informe les candidats que le dossier de consultation est dématérialisé.

Le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) peut être consulté et téléchargé gratuitement à l'adresse suivante :

<https://marches.megalis.bretagne.bzh/>

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par le pouvoir adjudicateur, les opérateurs économiques devront disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants :

- Fichiers compressés au standard \*.zip (lisibles par Winzip, Quickzip)
- Adobe® Acrobat® \*.pdf (lisibles par le logiciel Adobe Reader)
- \*.doc ou \*.xls version 2000-2003 (lisibles par Microsoft Office ou OpenOffice)
- Rich Text Format \*.rtf
- QGIS
- Le cas échéant le format DWF (lisibles par les logiciels Autocad, ou des visionneuses telles que Autodesk DWF viewer, . . .).

Lors du téléchargement du dossier de consultation, il est recommandé à l'entreprise de créer un compte sur la plateforme de dématérialisation où il renseignera notamment le nom de l'organisme soumissionnaire, et une adresse électronique afin de la tenir informée des modifications éventuelles intervenant en cours d'une procédure (ajout d'une pièce au DCE, envoi d'une liste de réponses aux questions reçues...).

Le candidat est informé que seul l'exemplaire du dossier de consultation détenu par le pouvoir adjudicateur fait foi.

## **Article 4. Contenu du dossier de consultation**

Le dossier de consultation est constitué des pièces suivantes :

- Le présent règlement de consultation (RC) ;
- Acte d'engagement ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières et ses annexes :
  - o Annexe 1 : Plan topographique ;
  - o Annexe 2 : Compte rendu des investigations géotechniques, GEOTEC ;
  - o Annexe 3 : Retours des DT ;
  - o Annexe 4 : Demande d'autorisation de circuler sur le Domaine Public Maritime.
  - o Annexe 5 : Plans et documents d'archives.
- Le Devis Quantitatif Estimatif valant Bordereau des Prix Unitaires
- Les pièces graphiques :
  - o Plan n°1 : Plan masse de l'existant – A3 – Ech 1/200
  - o Plan n°2 : Plans masse et coupe – Etat projeté – A3 – Ech 1/200 et 1/100
  - o Plan n°3 : Coupes transversales AA' : Etat existant et état projeté – A3 – Ech 1/200
- Le Planning prévisionnel ;
- Attestation de visite des lieux.

Il est remis gratuitement à chaque candidat et est téléchargeable sur la plateforme suivante :

<https://marches.megalis.bretagne.bzh/>

**La fourniture d'une adresse mail lors du téléchargement du dossier permet aux candidats d'être informés directement de toute modification ou complément apportés au dossier.**

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

### **4.1 Changement de détail du dossier de consultation**

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

### **4.2 Date limite de dépôt de question**

Les candidats peuvent poser des questions sur la consultation en cours de procédure jusqu'à 10 jours calendaires avant la date limite de remise des plis.

## **Article 5. Réponse des entreprises**

### **5.1 Visite des lieux**

Les candidats devront obligatoirement procéder à une visite d'exécution du marché.

Ils devront remplir :

- Une attestation sur l'honneur justifiant de leur visite qu'ils joindront à leur offre en utilisant le modèle d'attestation de la consultation intitulé « Attestation de visite »,
- Un reportage photographique mentionnant le jour et l'heure de la visite qui sera joint au mémoire technique.

Le site est libre d'accès.

### **5.2 Dépôt des plis**

Les offres sont rédigées en langue française et les montants libellés en euros.

La date et l'heure limite de dépôt des plis est fixée au :

**jeudi 24 juillet 2025, 12h00**

#### **5.2.1 Transmission sur support papier**

La transmission des offres sous format papier n'est pas autorisée.

### 5.2.2 Transmission par voie électronique

Conformément au Code de la Commande Publique, la transmission des documents se fera uniquement par voie électronique sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante :

<https://marches.megalis.bretagne.bzh/>

La transmission des documents sur un support physique électronique (CD-ROM, clé usb...) n'est pas autorisée.

Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

#### Signature électronique :

**Exigée lors du dépôt des offres.**

## 5.3 **Présentation des candidatures et des offres**

### 5.3.1 Documents à transmettre relatifs à la candidature

Le dossier contiendra les pièces suivantes :

#### **Pièces administratives demandées aux candidats**

Chaque candidat ou chaque membre de l'équipe candidate devra produire les pièces suivantes :

- Redressement judiciaire : - Le candidat produit la copie du ou des jugements prononcés, s'il est en redressement judiciaire ;
- Déclaration sur l'honneur : - Le candidat produit une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-11 du Code de la commande publique ;
- Engagement : - Le candidat produit si nécessaire les pouvoirs des personnes habilitées à l'engager juridiquement ;
- Engagement juridique des opérateurs invoqués à l'appui de la candidature : - pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution du marché, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique ;
- Formulaire DC1 ou équivalent : Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses cotraitants
- Formulaire DC2 ou équivalent : Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement.

Conformément à l'article 49 du décret n°2016-360, les candidats peuvent présenter leurs candidatures sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen susvisé, en lieu et place des documents mentionnés à l'article 48 du décret 2016-360 du 25 mars 2016. Le DUME remis par le candidat est rédigé en langue française.

#### **Capacité :**

- Déclaration de chiffre d'affaires : Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique.
- Attestation d'assurance : - déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels.
- Déclaration d'effectifs : - déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années.
- Références de travaux similaires : Une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, assortie d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin.

#### **RC – RALLONGEMENT DE LA GRANDE CALE ET AUTRES AMENAGEMENTS**

- Liste des moyens techniques : - déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature.
- Une indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services de même nature que celle du marché ;
- Echantillons, descriptions et/ou photographies des fournitures.

Le candidat pourra prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par le pouvoir adjudicateur s'il est objectivement dans l'impossibilité de produire l'un des renseignements demandés relatifs à sa capacité financière.

Si, pour justifier de ses capacités, le candidat souhaite faire prévaloir les capacités professionnelles, techniques et financières d'un autre intervenant quel qu'il soit (sous-traitant notamment), il devra produire les pièces relatives à cet intervenant visées au présent article ci-dessus. Il devra également justifier qu'il disposera des capacités de cet intervenant pour l'exécution du marché par un engagement écrit de l'intervenant.

En vertu de l'article R. 2143-16 du Code de la commande publique, dans le cadre de leur candidature, il est exigé que les candidats joignent une traduction en français aux éléments rédigés dans une autre langue.

##### **5.3.2 Documents à transmettre relatifs à l'offre**

- o **L'acte d'engagement** (AE) dûment complété, signé et daté ;  
Le candidat précisera également la nature et le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter ainsi que la liste des sous-traitants qu'il se propose de présenter à l'agrément et à l'acceptation du pouvoir adjudicateur.
- o Le **Devis Quantitatif Estimatif** valant Bordereau des Prix Unitaires dûment complété, signé et daté ;
- o Un **mémoire technique** incluant :
  - Les dispositions que l'entrepreneur se propose d'adopter pour l'exécution des travaux ;
  - Les fiches techniques des matériaux et matériels proposés ;
  - Les moyens humains pour la bonne réalisation du chantier ;
  - Le planning prévisionnel opérationnel.
- o **L'attestation de visite de site.**

Le CCAP et les documents remis par le pouvoir adjudicateur, à l'exception de ceux visés ci-dessus et leurs annexes ne sont pas à remettre dans l'offre. Seuls les documents détenus par le pouvoir adjudicateur font foi.

Il est rappelé aux candidats que la signature de l'acte d'engagement vaut acceptation de toutes les pièces contractuelles.

## **Article 6. Analyse des plis**

### ***6.1 Critère de sélection des candidatures***

Les candidatures sont sélectionnées au regard du niveau de capacités professionnelles, techniques et financières qui doivent être suffisantes pour pouvoir répondre à la consultation. Le candidat doit donc apporter des éléments précis concernant ces informations.

### ***6.2 Critères de jugement des offres***

Les critères retenus pour le jugement des offres sont indiqués ci-dessous et pondérés de la manière suivante :

<b>Libellé</b>	<b>%</b>	<b>Points</b>
Valeur technique	60	60
Prix des prestations	40	40

#### **RC – RALLONGEMENT DE LA GRANDE CALE ET AUTRES AMENAGEMENTS**

□ Valeur technique appréciée au regard du mémoire établi par le soumissionnaire : note sur 60 points décomposée de la façon suivante :

- Organisation du chantier et dispositions que l'entrepreneur se propose d'adopter pour l'exécution des travaux et de sa mission → 20 points maxi
- Les principales mesures prévues pour assurer la sécurité et l'hygiène du chantier → 5 points maxi
- Les moyens humains pour la bonne réalisation du chantier, y compris CV conducteur de travaux et chef de chantier, et qualifications du personnel d'exécution → 5 points maxi
- Fiches techniques des matériaux et matériels proposés, avec indication sur la provenance et la qualité du matériel et des matériaux proposés, références des fournisseurs, justification de la solution vis-à-vis des contraintes des sites → 20 points maxi
- Fourniture d'un planning fonctionnel prévisionnel détaillé indiquant la succession des différentes tâches, y compris les délais d'approvisionnement des différentes fournitures affiliées au chantier → 10 points maxi

□ Prix : note sur 40 points.

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur 100 obtenue par addition des notes prix et valeur technique.

La pondération de chaque critère correspond au nombre de points maximum pouvant être obtenus par le candidat. La pondération de chaque sous-critère correspond au nombre de points maximum pouvant être obtenus par le candidat.

#### **S'agissant du critère valeur technique :**

Méthode de notation utilisée pour apprécier chaque sous-critère cité ci-dessus :

10 : Le candidat remplit toutes les exigences qualitatives et quantitatives au-delà des exigences requises pour répondre aux objectifs

8 : Le candidat remplit toutes les exigences qualitatives et quantitatives pour répondre aux objectifs fixés

6 : Le candidat ne remplit que partiellement les exigences qualitatives et quantitatives pour répondre aux objectifs fixés

4 : Le candidat satisfait de manière insuffisante les exigences qualitatives et quantitatives pour répondre aux objectifs fixés

2 : Le candidat ne satisfait pas du tout aux exigences qualitatives et quantitatives minimales attendues

0 : Absence d'information

La note sur 10 obtenue dans chaque sous critère sera ensuite affectée de la pondération indiquée dans le tableau ci-dessus.

#### **S'agissant du critère prix :**

Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées dans le détail quantitatif estimatif seront rectifiées, et c'est le montant ainsi rectifié qui sera pris en considération pour le jugement des offres.

La note sera calculée via l'application de la formule suivante :

$$40 \times (Po / Px)$$

Où

Po = montant de l'offre la plus basse

Px = montant de l'offre du prestataire x

### **Article 7. Suite à donner à la consultation**

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur pourra engager des négociations avec les candidats les mieux classés. Ces négociations se dérouleront sous forme écrite (courrier, courrier électronique) ou sous forme d'entretien en présentiel ou par visioconférence. Elles pourront éventuellement donner lieu à un nouvel



#### **RC – RALLONGEMENT DE LA GRANDE CALE ET AUTRES AMENAGEMENTS**

engagement de l'entreprise. Elles seront menées par le pouvoir adjudicateur assisté par les personnes de son choix.

Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

Par ailleurs, des auditions sur site ou par visioconférence des candidats les mieux classés après analyse des offres pourront être organisées par le pouvoir adjudicateur.

Rappel : la consultation étant totalement dématérialisée, les candidats sont informés que les pièces du marché seront exclusivement signées électroniquement.

### **Article 8. Renseignements complémentaires**

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats devront faire parvenir au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres, une demande écrite via le profil acheteur suivant :

<https://marches.megalis.bretagne.bzh/>

Une réponse sera alors adressée, sur ce même profil acheteur, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 4 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

### **Article 9. Procédures de recours**

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Rennes  
3 Contour de la Motte  
35 000 Rennes  
Téléphone : 02 23 21 28 28  
Télécopie : 02 99 63 56 84  
Courriel : [greffe.ta-rennes@juradm.fr](mailto:greffe.ta-rennes@juradm.fr)